

Israël-Palestine : quelles géographies ?

Par **Michel Foucher**

Michel Foucher est géographe et diplomate. À paraître en août 2024 : *Conseiller le prince. À la lumière de la géographie politique*, Paris, Éditions de l'Aube.

Les attaques du 7 octobre 2023 puis la réponse israélienne sur Gaza éclairent dramatiquement l'absence continue de solution pour la coexistence de deux peuples sur un même territoire. L'hypothèse d'un État unique est rejetée des deux côtés. Mais la géographie de la colonisation israélienne rend presque impossible l'inscription territoriale d'un État palestinien. Sauf à modifier profondément, par une décision israélienne sous pression internationale éventuelle, l'implantation coloniale en Cisjordanie.

politique étrangère

Après le pogrom djihadiste du 7 octobre 2023, de rares voix, très minoritaires et peu audibles dans une société israélienne traumatisée et politiquement droitisée, estiment que la seule solution est celle d'un État binational où Israéliens et Palestiniens seraient citoyens du même État, à égalité de droits. C'est la thèse de l'historien Shlomo Sand, qui précise : « Pour ma part, je ne suis pas "pour" un État binational, je dis qu'on n'a pas d'autre solution. Il n'y a pas d'avenir ici pour mes petits-enfants sans les Palestiniens.¹ » « Huit cent cinquante mille Israéliens et, parmi eux, six ministres vivent en Cisjordanie, et on n'arrachera pas ces gens de l'endroit où ils vivent. Deux millions d'Arabes sont intégrés en Israël. Je ne vois pas comment on peut nous séparer. Je suis pour une sorte de fédération telle que la prônait Menahem Begin. Les gens de gauche se hérissent au nom de Begin, pourtant moins extrémiste que Netanyahu ! Dans son discours devant la Knesset en 1977, il déclare qu'Israël, pour ne pas devenir la Rhodésie (qui pratiquait un apartheid radical), devait intégrer les Arabes de Judée-Samarie et de Gaza, leur offrant la possibilité d'acquérir la nationalité israélienne, et même des terres en Israël. Il ne

1. S. Sand, *Deux peuples pour un État ? Relire l'histoire du sionisme*, Paris, Seuil, 2024.

visait pas un État binational, mais démocratique, qui déboucherait sur une “mixité culturelle originale”. Cette proposition a suscité l’effroi de la droite israélienne et le rejet de la gauche.² », ajoute-t-il. Partage.

Partage ou partition ?

Cette perspective, inspirée par un authentique humanisme, part du double constat du contrôle total par l’État d’Israël de l’ensemble de l’espace situé à l’ouest du Jourdain et de la cohabitation, certes conflictuelle, de deux sociétés sur le même territoire. Elle est récusée par les deux peuples. Ami Ayalon, ancien chef du renseignement intérieur qui a beaucoup dialogué avec les dirigeants palestiniens, estime³ qu’un seul État pour tout le monde « ne marchera pas. L’islam et le judaïsme ne séparent pas la religion de l’entité étatique, cela fait partie de notre identité. Je suis juif, je veux vivre dans un endroit en phase avec mes règles de vie, mes traditions, mon calendrier ». Il conclut que l’autre solution consiste à avoir deux États, dans deux territoires distincts. Sinon, ce sera l’explosion de la violence : « Si nous refusons la paix, ce qui nous attend sera pire que le 7 octobre. » Il conclut : « Il faut se battre pour un État palestinien, non parce que nous aimons les Palestiniens mais pour notre sécurité et pour sauver notre identité. » Partition.

D’autres scénarios extrêmes sont énoncés par des extrémistes : l’expulsion des Gazaouis vers l’Égypte et des Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie, laquelle se compose de descendants de réfugiés palestiniens pour la moitié de sa population. Écartons-les.

La solution à deux États fait un retour également dans les déclarations diplomatiques, sans que jamais sa configuration territoriale soit précisée : voir les déclarations d’Antony Blinken depuis le 8 octobre et d’Emmanuel Macron en Israël. Devant la World Policy Conference⁴, l’ancien ministre égyptien des Affaires étrangères Nabil Fahmy insistait sur l’urgence d’établir un État dans les frontières de 1967. Comme si rien n’avait changé sur le terrain depuis plus d’un demi-siècle... C’est un discours.

En réalité, il n’a jamais été question d’établir un État palestinien viable et indépendant, même après les accords d’Oslo. Le Premier ministre Yitzhak Rabin lui-même, dans un discours à la Knesset en octobre 1995,

2. V. Rémy, « Shlomo Sand, historien israélien : “Je ne suis pas ‘pour’ un État binational mais on n’a pas d’autre solution” », *Télérama*, 5 janvier 2024.

3. J. P. Remy, « Ami Ayalon, ancien chef du Shin Bet : “Si nous refusons la paix, ce qui nous attend sera pire que le 7 octobre” », *Le Monde*, 24 janvier 2024.

4. Abou Dhabi, 5 novembre 2023.

peu avant son assassinat qui mit fin au « processus de paix », parlait d'une « entité palestinienne », foyer des résidents de Gaza et de Cisjordanie : « moins qu'un État et qui gèrera la vie des Palestiniens de manière indépendante⁵ ». Il s'agit là toujours du principe d'autonomie, territoriale au mieux, personnelle surtout. Il reprenait la thèse de Menahem Begin lors du sommet de Camp David organisé par Jimmy Carter avec Anouar El-Sadate : l'échange de la terre contre la paix ne concerne que l'Égypte – qui récupère la péninsule du Sinâï – et Israël, qui garde les mains libres en Cisjordanie et n'admet que le principe d'une autonomie locale des personnes⁶, sans remise en cause du contrôle israélien sur la terre.

Il importe donc de comprendre pourquoi ce choix n'a jamais été effectivement mis en œuvre et les scénarios de rétrocession de territoires occupés, selon les termes des résolutions des Nations unies, jamais appliqués en échange de la sécurité, soit en raison des éruptions successives de violence de la part de mouvements islamistes radicaux qui considèrent les Juifs d'Israël, dans le meilleur des cas, comme des *dhimmis* – des soumis, comme les chrétiens du reste –, soit du fait de la poursuite d'une annexion rampante des terres palestiniennes.

La géographie contredit la diplomatie

Cette solution, considérée comme nécessaire sinon vitale par les experts les plus lucides, paraît donc impossible à réaliser : le développement continu des implantations – terme français pour le mot hébreu *hitnahalut* (התנהלות), traduit aussi par *settlements* – démontre que la préservation d'un espace destiné à un second État n'est pas un objectif d'Israël. De plus, les enjeux territoriaux concrets n'ont été découverts que trop tardivement par les dirigeants palestiniens. À la suite d'une nouvelle mission de terrain à la fin de l'année 1998, je signalais dans une note⁷ au ministre des Affaires étrangères « l'absence de réflexion géographique concrète, conduite aux échelles pertinentes, du mouvement national palestinien, plus à l'aise dans sa référence au “monde arabe” et sur une scène mondiale dont il attendait une reconnaissance ».

À cette période, le temps des négociations était venu, avec Madrid et Oslo, et l'Autorité palestinienne devait considérer la dimension territoriale de la période intérimaire (découpage en zones A, B et C ; définition des espaces de retrait du contrôle militaire direct) puis du statut final.

5. « *Less than a state, and which will independently run the lives of the Palestinians under its authority.* »

6. « *Self-governing autonomy* »

7. La référence à cette note officielle est conforme aux délais de communicabilité applicables aux archives relatives à la conduite des affaires extérieures prévus aux articles L.213-1 et L.213-2 du Code du patrimoine.

Mais l'intérêt de Yasser Arafat pour cette question était encore récent, aux dires de ses rares experts en la matière. Comme le soulignait le titre d'un article du *Guardian* du 22 octobre 1998 commentant l'accord de Wye River : « Le leader palestinien a été désarçonné par les cartographes israéliens.⁸ » Face à un dirigeant peu familier du terrain et indifférent aux détails minutieux de la cartographie, Ariel Sharon ne manque pas de rappeler qu'il a parcouru chaque *oued* et chaque colline de Cisjordanie, pour en tirer effectivement parti. À la différence de son Premier ministre⁹, il connaît directement le terrain et peut offrir des garanties aux droites, tout en minimisant les exigences de l'école sécuritaire.

En 1995 donc, après les accords d'Oslo et le début de l'exercice de l'autonomie sur la bande de Gaza et à Jéricho, Yasser Arafat convoqua le cartographe Khalil Tafakji à Jéricho pour qu'il lui présente son analyse de la colonisation israélienne : « En m'invitant à Jéricho, les responsables du mouvement attendaient un bilan précis de la colonisation en Cisjordanie, et, pour moi, c'était l'occasion d'exposer sans détour notre situation [...]. À Jéricho, la tension était palpable. Mais j'y étais préparé. J'avais là l'opportunité unique de faire parler les cartes et j'estimais de mon devoir de ne pas m'encombrer de virages

Une ignorance géographique de la part des Palestiniens

sémantiques ou protocolaires. La réalité du terrain était dure, et l'avenir inquiétant. Depuis presque trois ans, les Palestiniens s'impatientaient. Ils attendaient des résultats tangibles de nos discussions avec les Israéliens, menées en aval et en amont de la déclaration d'Oslo. J'y assistais en qualité de cartographe. Un simple technicien. Mais, plus je progressais dans ma démonstration, plus mes auditeurs se raidissaient. Abou Ammar, de son nom de guerre (futur chef de l'Autorité palestinienne), balançait nerveusement ses jambes, et je pouvais percevoir un léger tremblement sur ses lèvres. Il me fusilla du regard. Je crus bon de lui préciser que je m'exprimais en qualité de cartographe. "Je ne sais pas si quelqu'un vous a promis que vous auriez un État, mais je parle à partir des cartes, et, si l'on regarde les cartes, il n'y a pas d'État palestinien... Vous n'avez rien." "Non ! J'ai un État." me lança d'un ton sec Arafat. Il semblait très choqué.¹⁰ »

L'ignorance géographique d'Arafat, trop longtemps éloigné du terrain et se référant à l'échelle du « monde arabe » – l'illusion arabe pointée par Jean-Pierre Filiu comme l'une des trois faiblesses palestiniennes face à l'une

8. « The Palestinian Leader has been Outwitted by Israeli Mapmakers. »

9. En 1998, Benjamin Netanyahu. Sharon est alors ministre des Affaires étrangères.

10. K. Tafakji et S. Maupas, *31° Nord, 35° Est. Chroniques géographiques de la colonisation israélienne*, Paris, La Découverte, 2020.

des trois forces israéliennes, la stratégie de faits accomplis¹¹ –, se confirmait. Il sous-évaluait la progression de la colonisation et ne mesurait pas l'ambition profonde des Israéliens, leurs visées à long terme. Khalil Tafakji ajoute qu'il avait depuis longtemps, au centimètre près, saisi l'urgence de la situation et compris qu'Israël ne souhaitait pas la création d'un État palestinien, certitude découlant d'années passées à sillonner la Palestine historique. C'est Fayçal Husseini, président de la Société d'études arabes, sise à la Maison d'Orient de Jérusalem, qui lui avait demandé de cartographier à grande échelle les territoires disputés. La Société d'études arabes est fermée depuis 2001.

Mes entretiens avec Tafakji m'ont conforté dans mon approche de recherche de preuves par la carte. Et au ministère des Affaires étrangères, très impliqué alors dans les « processus de paix », l'articulation entre les résultats de recherches de terrain et les enjeux diplomatiques trouvait à s'épanouir. À ceci près que le géographe contredisait le diplomate : pas d'État viable sur le plan territorial, mais posture obligée de la solution à deux États. Cette contradiction n'a fait que s'approfondir. Où en sommes-nous un quart de siècle plus tard ? Le constat est simple : un fait accompli territorial que je juge irréversible.

Il faut encore rappeler ici le refus systématique de la partie israélienne de laisser les experts palestiniens consulter la carte des concessions proposées. Ainsi, lors des pourparlers entre Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas en 2008 à propos d'une offre dite « les territoires contre la paix », ce dernier lui demande de laisser ses experts cartographes consulter la carte correspondante. Olmert refuse et propose une réunion, pour le lendemain, qui n'aura jamais lieu. Abbas en est réduit à dessiner à la main, sur un coin de table, un croquis représentant les territoires accordés par Israël en échange de l'incorporation des zones d'implantations urbaines situées à l'est de la ligne verte.

Comme le rappelle Jean-Pierre Filiu, l'année 1998 fut consacrée à un laborieux marchandage sur la proportion de la Cisjordanie qui serait évacuée dans le cadre du prochain redéploiement israélien. Yasser Arafat demande alors 30 % de la superficie mais doit se rallier à l'offre de 13 % faite par le médiateur américain. Netanyahu, alors Premier ministre, rechigne et se retranche derrière l'exigence d'Ariel Sharon, ministre des Affaires étrangères, d'un retrait inférieur à 9 %. Le président Bill Clinton réunit Benjamin Netanyahu et Yasser Arafat dans sa résidence de Wye

11. *Ibid.*

River, à l'est de Washington, pour arracher un accord sur les 13 %. Dénoncé comme une trahison par les colons israéliens, l'accord sera gelé par le Premier ministre israélien, une position confirmée par son successeur Ehoud Barak en raison de la fragilité de son assise parlementaire¹².

La situation territoriale de la Cisjordanie en 2024

Les zones A et B comptent respectivement 18 % et 22 % d'une superficie de 5 860 kilomètres carrés, pour 2,8 millions de Palestiniens ; la zone C représente 60 % de cette superficie avec 400 000 résidents israéliens et 300 000 Palestiniens. Seulement 8 % de la population israélienne vit dans les implantations – soit environ 750 000 habitants – mais cette minorité a un poids politique bien supérieur à sa masse : six ministres du gouvernement actuel et nombre de hauts gradés de Tsahal résident en Cisjordanie (ou Judée-Samarie). Près de 500 000 colons sont installés en Cisjordanie (hors Jérusalem-Est : 240 000 Israéliens et 361 000 Palestiniens). Les implantations obéissent à un plan prédéterminé, qui bénéficie du flou volontaire sur le tracé des frontières, dans une société israélienne qui y voit une continuité territoriale.

Leur extension – villes de développement et colonies – est exponentielle, car elle est à la fois subventionnée (les subventions de péréquation sont les plus fortes pour les colons) et motivée par des considérations matérielles (loyers trois fois moindres qu'en banlieue de Tel Aviv à l'est de la ligne verte). Les subventions publiques sont complétées de dons privés (diaspora et chrétiens évangélistes américains pour l'achat de bâtiments à Jérusalem-Est).

Les petites colonies fonctionnent en blocs, reliés aux villes par des routes qui morcellent la Cisjordanie. À Jérusalem, les colonies gouvernementales sont situées sur les hauteurs et les points cardinaux. Cette stratégie du « jeu de go » est d'une efficacité redoutable pour le contrôle de l'espace, et ce depuis la fin du XIX^e siècle.

Trois catégories sociales de colons doivent être distinguées, formant chacune un tiers de l'ensemble. Les laïcs, installés dans les colonies de la banlieue de Jérusalem (*Ma'aleh Adumim*), qui forment l'électorat du Likoud, dominent dans les colonies proches de la ligne verte. Les colonies idéologiques lancées par le Gush Emunim en 1973 agissent dans une logique de récupération de la « Judée-Samarie ». Cette mouvance nationale-religieuse, active loin de la ligne verte et dans la vieille ville, a

12. *Ibid.* p. 133-134.

également créé 145 « avant-postes » avec des *mobile homes*, dont le tiers est en cours de régularisation (étudiants boursiers et fermes agricoles). Les ultra-orthodoxes, enfin, s'implantent pour des raisons à la fois financières (43 % des ménages *haredi* vivent en dessous du seuil de pauvreté, les hommes dédiés aux études ne travaillant pas) et communautaires. Ils se localisent à l'est immédiat de la ligne verte (Modiin Illit, 85 000 habitants, et Beitar Illit, 65 000 habitants).

Les implantations sont organisées en dix-huit municipalités, avec six conseils régionaux qui couvrent l'ensemble de la Cisjordanie. Tous les ministères régaliens (Intérieur, Défense, Sécurité nationale, Finances, Développement, Construction, Affaires nationales) sont impliqués, de sorte que le facteur idéologique n'est pas l'unique vecteur dans l'expansion coloniale. Toutefois, les colons idéologiques (un tiers) et les « jeunes des collines » (désœuvrés, membres et partisans des clubs de football) ont un impact politique bien supérieur à leur nombre et bénéficient d'une quasi-impunité.

Les colons bénéficient d'un soutien large dans la population, pour qui l'extension coloniale est à la fois la poursuite du projet sioniste des origines – la frontière dynamique de Turner – et la réalisation du rêve messianique (*Gush Emunim*) d'un droit divin sur la Judée et la Samarie, excluant tout droit à l'autodétermination pour les Palestiniens. Enfin, on attend de cette colonisation une garantie de sécurité face à un Est menaçant – incarné tour à tour par la Jordanie, l'Irak et aujourd'hui l'Iran –, justifiant le contrôle de la dépression du Jourdain.

**Les colons
bénéficient
d'un soutien large
dans la population**

Cette tendance géo-historique lourde, conforme au projet sioniste, est confirmée et accentuée par la droitisation de la société et des gouvernements israéliens ; elle a été facilitée par l'aveuglement des dirigeants palestiniens successifs sur les questions territoriales.

Mohamed Dahlan – qui réside à Abou Dhabi et conseille son président Mohamed Ben Zayed, y compris sur les relations avec Israël – estime¹³ qu'Israël a tué la solution à deux États car elle n'est plus viable sur le terrain. Même s'il semble reprendre à son compte la revendication d'un État palestinien. Fin octobre 2023, il parle de frontières non définies : « Une

13. I. Naar, « Israel Killed Two-State Solution and Palestinians Must Accept It, Says Mohammed Dahlan. », *N Mena*, 2 mars 2023.

période de transition de deux ans avec une administration dirigée par des technocrates à Gaza et en Cisjordanie. Cela pourrait, selon lui, réunifier les territoires palestiniens après plus d'une décennie de querelles intestines. Ensuite, il envisage des élections parlementaires, sur la base d'un État palestinien dont les frontières ne seraient pas encore définies.¹⁴ »

Dans le contexte de l'après 7 octobre 2023, la dimension sécuritaire redevient le critère principal du point de vue israélien. Mais il serait dangereux d'ignorer la dimension socio-politique palestinienne : selon Tafakji¹⁵, c'est Israël qui a le plus besoin d'un accord de paix équilibré car, disait-il en 2020, « la prochaine génération n'est pas comme la nôtre. Elle ne connaît pas les Israéliens et a grandi sous l'apartheid israélien. Sinon, les Israéliens connaîtront le même sort que les colons français après cent trente ans de présence en Algérie. Et non pas celui des Blancs en Afrique du Sud. »

Les chancelleries de plusieurs pays (Londres, Paris, Washington) réfléchissent à un scénario de reconnaissance d'un État palestinien, déjà reconnu par 139 pays membres des Nations unies, afin de peser sur des gouvernements israéliens successifs incapables de franchir le pas d'eux-mêmes et d'admettre que la sécurité à long terme de leur pays dépend de sa légitimité et de la concrétisation d'un horizon politique pour les Palestiniens.

Tout a été fait en Israël pour qu'il n'y ait pas d'interlocuteur. Mohamed Dhalan, ancien chef de la sécurité palestinienne et adversaire du Hamas à Gaza, est ailleurs et a servi d'intermédiaire au rapprochement avec les Émirats arabes unis dans le cadre des accords dits d'Abraham. Les Émiratis ne se sont au demeurant pas souciés le moins du monde des intérêts palestiniens dans leur normalisation diplomatique. Marwan Barghouti, ancien député du Fatah à Ramallah, dirigeant le plus populaire en Cisjordanie, est en prison depuis 2002. Et le Hamas se trouve libre d'agir depuis le retrait de Gaza décidé par Ariel Sharon en 2005. La stratégie de ce dernier, qui voulait réduire l'entité palestinienne à cette enclave afin de briser et islamiser le mouvement national pour mieux se concentrer sur la Cisjordanie, a dans les faits brisé le mouvement national palestinien, à l'origine d'inspiration laïque et nassérienne. Des nouveaux dirigeants peuvent certes apparaître. Mais tout cela relève de l'action diplomatique.

14. « A two-year transitional period with an administration run by technocrats in Gaza and the West Bank. That could, he imagines, reunify the Palestinian territories after more than a decade of infighting. After that he envisages parliamentary elections, based on a Palestinian state with, at that point, undefined borders. » Extrait de l'article « A Vision for the Palestinians after the War. A Former Chief in Gaza Sets Out his Plan », *The Economist*, 30 octobre 2023.

15. C. Ayad, « Khalil Tafakji, cartographe patriote », *Le Monde*, 2 mars 2020.

Le prix territorial et donc politique de la paix

Que peut-on envisager dans un pays qui dérive vers l'ethno-théocratie ? Un scénario de nouveau transfert forcé des populations palestiniennes vers l'Égypte et la Jordanie est annoncé par l'extrême droite israélienne, comme en 1948. Pour Marwan Muasher, ancien ministre des Affaires étrangères, « il est devenu clair pour tout le monde qu'il s'agit bien d'un des objectifs d'Israël. La Jordanie, avec l'Égypte, a placé la menace des transferts sur les radars internationaux, pour tenter d'en minimiser la possibilité¹⁶ ». Il ajoute : « Le gouvernement jordanien a averti qu'une tentative de transferts en masse des Palestiniens constituerait une déclaration de guerre. » Le conflit israélo-palestinien a également une dimension d'échelle régionale, ce qui n'a pas empêché plusieurs pays arabes – Bahreïn, Émirats arabes unis, Maroc et Soudan – de signer les accords dits d'Abraham, établissant des relations diplomatiques avec Israël, ce qui vaut reconnaissance, sans que la résolution de la question palestinienne ait été posée comme condition préalable. Désintérêt du monde arabe, du moins de ses dirigeants à l'inverse de leurs opinions publiques, jusqu'à la rupture tragique du 7 octobre 2023.

Quand bien même les États-Unis seraient – et eux seuls – en mesure d'imposer à un gouvernement israélien la formation d'un État palestinien à l'ouest du Jourdain, son assise territoriale ferait défaut. L'examen des cartes ne valide pas cette hypothèse, hors de toute considération politique et diplomatique, alors que le schéma idéal d'un État binational et confédéral où chaque peuple serait à égalité de droits paraît plus éloigné que jamais et contraire à la définition d'Israël comme État juif.

La communauté internationale devrait jouer un rôle bénéfique

Ami Ayalon estime¹⁷ que la communauté internationale devrait jouer un rôle bénéfique : « Nous avons besoin que quelqu'un de l'extérieur nous éclaire sur nos erreurs. » Compte tenu de la réalité territoriale, le recouvrement d'un espace viable par une autorité étatique palestinienne impliquerait qu'un prochain gouvernement israélien décide du transfert de plus de 150 postes avancés (*outposts*) et d'un tiers du demi-million de « colons » installés en Cisjordanie.

Une Autorité palestinienne rajeunie et crédible pourrait accepter de faire des concessions par rapport aux frontières originelles de 1967, en

16. L. Stephan, « Marwan Muasher, ancien ministre jordanien : "Si l'on refuse d'ouvrir un horizon politique aux Palestiniens, il faut se préparer à ce que la violence perdure." », *Le Monde*, 23 mars 2024.

17. *Ibid.*

tenant compte de la réalité des intérêts israéliens les moins négociables, notamment sur les hauteurs qui donnent un droit de regard sur les centres stratégiques (industrie et défense) du nord du Néguev, sur le bloc de colonies de Goush Etzion et à l'est de Tel Aviv, sur la zone des colonies urbaines de la grande banlieue de Tel Aviv, enfin dans la vallée du Jourdain (sauf Jéricho) et le désert de Judée. Une bande permettant la liaison entre Bethléem et Ramallah assurerait une continuité territoriale. Tout cela implique des transferts ou des échanges, un statut d'extra-territorialité, une location des routes stratégiques ouest-est et d'une grande partie de la route Allon (n° 80) à bail aux autorités militaires pour une période de vingt ans, un accès des Palestiniens à l'aquifère du nord-ouest, ainsi qu'un contrôle des zones de départ des voies d'accès sécurisées à Gaza. Dans ces conditions, l'État palestinien compterait dans ses nouvelles limites, hors Gaza et Jérusalem¹⁸, environ 68 % de l'espace de référence de 1967.

Mais comme le diagnostiquait¹⁹ déjà il y a près de vingt ans le géographe anglo-israélien David Newman, dans la foulée des accords d'Oslo : « Le tiers des colons de l'intérieur de la Cisjordanie sont des activistes radicaux. À la différence de ceux de la bande suburbaine, ils sont plus susceptibles de résister à toute tentative gouvernementale de les évacuer par la force à la suite d'un accord de paix entre Israël et les Palestiniens. Ceux situés près de la ligne verte n'opposeront pas une telle résistance et accepteront une compensation économique. C'est là que la démarcation de la frontière pourrait prendre place. [...] Dès lors que les Palestiniens n'accepteront pas le maintien de colons israéliens, l'évacuation forcée des implantations provoquera des violences physiques entre Israéliens. » Choix cornélien de tout gouvernement israélien décidé enfin à assurer, non par un « processus » interminable mais par un véritable accord de paix, la pérennité du rêve sioniste et la sécurité d'Israël²⁰.

Une fois les mesures de sécurité réciproques agréées et effectives, des juristes éclairés pourraient imaginer un statut dérogatoire pour ces résidents et, pourquoi pas, proposer à tous, Israéliens et Palestiniens de Cisjordanie, un double toit protecteur israélo-jordanien, de nature confédérale²¹. Un État juif et démocratique peut-il se prévaloir de ces deux qualités tout en prétendant contrôler tout l'espace peuplé situé à l'ouest

18. Grand Jérusalem exclu du calcul.

19. Professeur de géographie politique à l'université Ben Gourion de Beer Sheva. D. Newman, « Boundaries in Flux: The "Green Line". Boundary between Israel and the West Bank – Past, Present and Future », *Boundary & Territory Briefings*, vol. 1, n° 7, International Boundaries Research Unit, 1995, p. 35-36.

20. A. Ayalon, « The Only Way for Israel to Truly Defeat Hamas. Why the Zionist Dream Depends on a Two-State Solution », *Foreign Affairs*, 11 avril 2024.

21. Idem pour Gaza avec l'Égypte ?

du Jourdain, selon un « régime d'apartheid » imposé aux Palestiniens, tel que défini²² par Tamir Pardo, ancien chef du Mossad, qui juge lui aussi que « l'occupation permanente menée par Israël menace son existence » ?



Mots clés

Israël

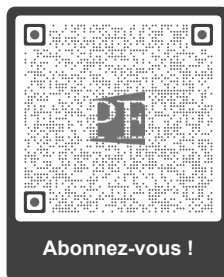
État palestinien

Cisjordanie

Colonisation israélienne

22. « Les mécanismes israéliens de contrôle des Palestiniens, depuis les restrictions de mouvement jusqu'à leur placement sous la loi martiale, alors que les colons juifs dans les territoires occupés sont gouvernés par des tribunaux civils, sont à la hauteur de l'ancienne Afrique du Sud. ». Déclaration de Tamir Pardo (qui a dirigé le Mossad de 2011 à 2016) à l'agence Associated Press, le 7 septembre 2023.

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2024

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE VOTRE COMMANDE		 €
FRAIS DE PORT		3,00 € pour une commande < à 35 € €
(achat au n° seulement)		0,01 € pour une commande > à 35 € €
TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN